

TIZI-OUZOU

Les plages d’Azeffoun mises en concession d’une année

Les autorités de la daïra d’Azeffoun ont organisé à la fin du mois de juin dernier des enchères publiques pour céder quatre plages de leur littoral à des particuliers pour une gestion d’une année, ou plutôt le temps que durera la saison estivale, deux à trois mois maximum.

Une opération qui a reçu l’aval des autorités de la wilaya et décidée en commun pour cette courte période avant de proposer, dès la saison prochaine, une concession de cinq années de suite. D’ailleurs pour les postulants, ce n’est là qu’un petit exercice pour marquer le terrain et prendre le pouls de ces plages avant celui, tant attendu, du début de juin

prochain. Nonobstant la plage de centre, à proximité de la ville d’Azeffoun, qui a été cédée à un prix symbolique de 30 millions de centimes, les trois autres ont obtenu des prix forts, à leur tête le Petit Paradis pour lequel les acquéreurs ont dû verser 301 millions de centimes suivi du Caroubier pour une valeur de 271 millions de centimes et enfin Sidi Khelifa 110 millions.

Pour rappel, ces sites se considérablement embellis suite aux travaux entrepris tout le long du mois de juin. Cette procédure a été bien accueillie par la population, mais dans certains cas, les gens affichent un scepticisme relativement aux intentions des uns et des autres à intégrer pleinement la politique touristique prônée par les élus locaux, notamment du côté des opérateurs car souvent l’appât du gain prend le dessus et ce au détriment du service fourni. Dans bien des cas les prix pratiqués sur la

restauration ou les parcs pour voitures font fuir les estivants.

Pour ce faire, les enchères doivent être accompagnées d’un cahier des charges rigoureux qui mettra le savoir-faire à l’abri des autres considérations. Il jouera le rôle d’un sélectionneur de réels opérateurs touristiques, c’est-à-dire filtrer les gens du métier qui apporteront un plus du point de vue organisation, animation, jeux, ce qui aura le mérite de nous défaire de la monotonie ambiante des précédentes années.

F. B.

TIARET

Plus de 4 milliards attribués aux associations

Une enveloppe de 42 135 847,60 DA a été allouée au mouvement associatif sur le fonds de wilaya de Tiaret pour l’exercice 2008.

Le volet sports qui compte quelques 69 associations et 13 liguees et auquel s’ajoutent les grandes manifestations, a bénéficié de la somme de 19 382 483,90 DA soit 46% du montant global alors que les associations activant dans le domaine des activités jeunesse et qui sont au nombre de 12 seulement ont été destinataires quant à elles de 10 112 603,42 DA, ce qui représente un taux de 24%. Le reste de l’enveloppe (12 640

754,28 DA) a été divisé équitablement entre les aménagements des infrastructures et l’acquisition de matériels au profit des établissements tels les maisons de jeunes et les écoles de sports. Selon un bilan arrêté par la direction de la jeunesse et des sports, plusieurs associations et même des clubs de football qui viennent d’accéder de surcroît ont été privées cette année d’aide financière en raison de leur non-conformité avec la réglementation, car n’ayant pas déposé leurs dossiers dans les délais. A la lecture des propositions de financement faites par la DJS, le wali de

Tiaret a décidé de réduire les subventions de certaines associations pour les verser aux clubs phare de la wilaya dont la JSM Tiaret et l’IRB Sougueur bénéficiant respectivement de 250 et 130 millions de centimes. D’autres associations dont l’aide a été qualifiée de dérisoire ont été par contre soutenues conséquemment.

Il convient de souligner que peu avant la levée de la séance, le wali de Tiaret avait ordonné la tenue dans les meilleurs délais des assemblées générales de tous les clubs de la wilaya en prévision de la saison sportive prochaine.

Mourad Benameur

AÏN-TÉMOUCHENT

Risques et catastrophes naturelles en débat

Une rencontre régionale ayant pour thème «Appui au renforcement des capacités nationales pour l’analyse des facteurs de vulnérabilité liés aux risques et catastrophes naturelles en Algérie» a été organisée mardi et mercredi derniers à l’hôtel Bel-Air d’Aïn-Témouchent, sous l’égide du Pnud et du ministère de l’Aménagement du territoire, de l’Environnement et du Tourisme.

La rencontre, qui a regroupé trois wilayas de l’ouest du pays, à savoir Béchar pour l’invasion acridienne, Sidi-Bel-Abbès pour les inondations et Aïn-Témouchent pour le risque sismique, se voulait être une analyse des résultats de l’étude-pilote de la rencontre régionale du Centre tenue à Tipasa.

Le fait marquant de cette rencontre est le retour symbolique du PNUD

(Programme des Nations unies pour le développement) après un gel de ses activités près d’une année suite à l’attentat du 11 décembre 2007 à Alger et qui a coûté la vie à 17 membres de l’ONU.

Cette fois-ci, son représentant a déclaré que le PNUD, par sa présence à Aïn-Témouchent, veut marquer son retour aux activités en Algérie, et d’achever les projets qu’il avait lancés. D’ailleurs, 100

000 dollars US supplémentaires octroyés par le coordinateur du PNUD à Alger, M. Steven Ursino, furent alloués pour les vingt projets du PNUD. Pour ce qui est de la rencontre régionale proprement dite organisée par le ministère de l’Aménagement du territoire, de l’Environnement et du Tourisme, celle-ci vise, selon les différents intervenants notamment le consultant principal Mimi Ahcen, à réduire la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, à réaliser une cartographie des risques en utilisant des techniques et technologies nouvelles et, enfin élaborer des stratégies d’approche en matière d’information, d’éducation et de

communication. Le projet comporte trois phases : une phase de formation ayant débuté en 2006 où des comités techniques locaux (CTL) ont été installés, ensuite viendra la phase de sensibilisation et de mise en œuvre des opérations pilotes techniques locales enfin la dernière phase touchera neuf wilayas à travers des rencontres régionales avec la présence du directeur du projet et les représentants des capacités nationales. Initialement, ce projet devrait être achevé en 2008 mais le gel des activités du PNUD depuis décembre dernier n’a pas permis de l’achever et une rallonge de 6 mois a été décidée.

S. B.

SOS BAB-EL-OUED

Soutenir l’activité ciné-club

L’association SOS Bab-El-Oued accueille, du 16 et au 28 juillet, l’atelier «Ciné d’Aubervilliers à Bab-El-Oued» pour son troisième acte. Cet atelier consiste en la réalisation et la diffusion d’un film documentaire qui traite du thème du souvenir.

Lyès Menacer – Alger (Le Soir) - L’objectif de ce troisième atelier, dont la première édition s’est déroulée en juillet 2007, «est de soutenir l’activité ciné-club de notre association et de poser les jalons d’un échange culturel durable entre les

jeunes de Bab-El-Oued et de la région parisienne.

Cet échange est basé sur, entre autres, la diffusion de films lors de séances de projection publiques, la formation collective des adhérents à l’utilisation de l’outil audiovisuel, le soutien à la création de films (reportages, documentaires, courts métrages, etc.)», a déclaré Saïd Bouhacène, chargé de la communication à SOS Bab-El-Oued. La manifestation est organisée en collaboration avec les associations Cinéma et

Mémoire de Béjaïa, Kaïna Cinéma de Paris, l’OMJA et le Festival génération court d’Aubervilliers. Six jeunes d’Aubervilliers et 12 autres de Bab-El-Oued participeront à cette troisième édition où les stagiaires pourront «acquérir les notions et les instruments nécessaires au tournage et au montage d’un film documentaire, aussi bien perceptifs, dramaturgiques que scénaristiques», explique-t-il.

Dans une seconde phase, les stagiaires se pencheront sur le volet de la promotion et

de la diffusion du film. «A travers ce cas pratique, les stagiaires sont initiés au travail de programmation et de communication pour faire connaître le film et intéresser différents publics», explique encore M. Bouhacène.

Le documentaire sera projeté à Alger et en région parisienne, durant le Festival génération court, dans les salles de cinéma, à la radio, la télévision et sur Internet. Les activités de formation auront lieu au siège de l’association SOS Bab-El-Oued.

L. M.

SOUK-AHRAS

Une fraude fiscale évaluée à 30 milliards de centimes

La Direction du commerce de la wilaya de Souk-Ahras vient de rendre public le bilan du premier semestre d’activité de ses brigades, dans le cadre du contrôle des pratiques commerciales.

Les agents de la DCP, dans leurs interventions et investigations, ont saisi diverses denrées alimentaires non conformes aux règles d’hygiène.

Selon les mêmes services, au cours desdites interventions, les brigades dépêchées à travers les grands centres urbains ont établi à l’encontre des commerçants contrevenants 327 procès-verbaux. Ces interventions ont été suivies par la fermeture de 29 fonds de commerce. Au volet de la lutte contre la spéculation, les défauts de facturation sont évalués à 30 milliards de centimes.

Concernant le contrôle de la qualité et la répression des fraudes, cette opération a enregistré 2 697 interventions suivies de 293 procès-verbaux.

A l’orée de chaque période estivale, les brigades de la DCP demeurent sur le qui-vive eu égard à la période propice de l’ouverture de plusieurs commerces de vente de glaces et crèmes.

Barour Yacine

TRANSPORT SCOLAIRE À SKIKDA

Des bus au profit de dix communes

Dix bus pour le transport scolaire ont été octroyés aux communes de Kerkera, Béni Ouelbane, Bekkouche-Lakhdar, Oued-Z’hor, Béni Zid, Oum Toub, Djendel, Kenoua, Filfila et El Hadaïek.

Leur acquisition s’est faite sur budget de wilaya. Le choix des communes est dévolu à une commission constituée de représentants de la DAL , de la Direction des transports et de la Direction de l’éducation.

Les objectifs de réduire le déficit de 37 bus n’ont pas encore été atteints, ce sont là les prévisions du premier trimestre 2007.

Dans le secteur de l’éducation, le transport scolaire serait avec la dotation des écoles en chauffages, les deux volets qui ont connu une amélioration notable depuis 2004. Au total, ce sont 70 bus dont 51 acquis sur budget de wilaya. La distribution se fait souvent lors des tournées d’inspection du wali, plus particulièrement celles effectuées en début ou en fin d’année scolaire.

On ne sait pas si le rythme qui y est imprimé est l’un des plus développés à l’échelle nationale, il n’empêche qu’on pourrait montrer sans risque de choquer un petit motif de satisfaction. Il restera également aux représentants du peuple, directeurs des établissements scolaires et associations de parents d’élèves de signaler le manque de bus dans leurs régions respectives.

Les mesures palliatives sont également révolues. Le cas de Oued-Z’hor, commune relevant de la daïra de Ouled Attia, où les élèves prenaient des camions au lieu des bus, a été réglé. L’impraticabilité des chemins a cessé en outre d’être un handicap.

Zaïd-Zoheir

FRÉQUENTES COUPURES D’EAU À JIJEL

Le ras-le-bol des habitants de Ziama-Mansouria

Le manque de châteaux d’eau, l’insuffisance de captage, la vétusté de la majeure partie des réseaux, le manque de qualifications de certains agents de la commune et un suivi défaillant font que les habitants de la commune ne cessent de montrer un certain ras-le-bol de cette situation.

Les entreprises du bâtiment activant dans le territoire de la commune de Ziama sont confrontées à leur tour à cette carence qui influe négativement sur l’avancement des travaux.

Il faudrait également préciser que contrairement à d’autres contrées du territoire national, la gestion de l’eau est confiée à la commune alors qu’elle relève de la compétence de l’Algérienne des eaux.

Et c’est là une autre raison d’un certain manque de maîtrise, eu égard aux moyens dérisoires dont disposent les services communaux.

Il y a lieu de rappeler que cette matière vitale existe en abondance dans la région de Ziama surtout lorsqu’on sait que la commune en question se situe dans un étage bioclimatique subhumide et qu’il tombe un peu plus de 1 600 m3 d’eau par an. Pour l’heure, ce sont les nombreux habitants de cette commune qui ne savent à quel saint se vouer, ceci, sans parler de centaines de touristes qui déferlent à travers les côtes de la corniche jijelienne.

Hamid Nabet